

## **Sujet : Soutien du financement de la Défense**

### *Contexte*

- Le budget de la défense a augmenté considérablement ces cinq dernières années. En plus du financement incrémentiel reçu pour les opérations déployées, le budget de la Défense nationale est passé, de 15 milliards de dollars qu'il était en 2005-2006, à 19 milliards de dollars en 2008-2009, et il approchera les 22 milliards de dollars en 2011. Ces augmentations très positives ont permis aux Forces canadiennes de commencer à reconstruire leurs capacités après une décennie de réductions dans les années 1990.
- Au chapitre 4 de la documentation relative au budget de 2010 (sous la rubrique « Limiter la croissance des dépenses de la Défense nationale ») le texte dit : « Ces dernières années, le gouvernement a effectué d'importants investissements qui s'imposaient dans les capacités militaires du pays pour soutenir la stratégie de défense *Le Canada d'abord*, la vision à long terme du gouvernement pour les Forces canadiennes. Cette stratégie désigne un engagement à long terme de moderniser les Forces canadiennes. » Il se poursuit en notant que « Le gouvernement demeure résolu à continuer de bâtir les Forces canadiennes pour qu'elles deviennent une force armée moderne de premier ordre. Toutefois, dans le cadre des mesures de limitation de la croissance des dépenses publiques globales et de rétablissement de l'équilibre budgétaire à moyen terme, le gouvernement freinera la croissance déjà prévue du budget de la Défense nationale. Le budget de 2010 prévoit donc une réduction de la progression de ce budget de 525 millions de dollars en 2012-2013 et de 1 milliard de dollars par année, à compter de 2013-2014. Les dépenses au titre de la défense continueront de progresser, mais à un rythme plus lent que prévu précédemment. »
- Le soutien continu accordé au financement de la défense a permis aux Forces canadiennes d'accomplir leur mission en Afghanistan, de soutenir des manifestations majeures comme les Olympiques de 2010 et de répondre à d'autres crises – dont, par exemple, le tremblement de terre d'Haïti et les activités de lutte contre la piraterie dans la Corne de l'Afrique. La réduction de la croissance budgétaire à compter de 2012 pourrait bien ralentir la restauration des capacités qui s'effectue présentement et retarder ou reporter la récupération ou le « réamorçage » de l'équipement qu'on rapatrie après des déploiements prolongés en Afghanistan ou ailleurs.
- Le gouvernement a maintenu son appui à l'armée même à la lumière des pressions causées par la crise économique mondiale et du déficit fédéral qui est résulté. Même si le maintien de niveaux appropriés de financement peut s'avérer difficile, un budget de défense sain est critique à la poursuite du succès dans le maintien de forces armées viables et prêtes à réagir.

## *La position de la CAD*

- Le besoin de financement de la défense demeure élevé. Même si un retrait partiel de l'Afghanistan en 2011 peut réduire une partie de la demande, le rôle continu de formation, là-bas, nécessitera un financement incrémentiel, et les FC feront probablement face à des dépenses supplémentaires associées aux activités de rapatriement d'après leur déploiement. L'équipement devra être remis à neuf ou remplacé. D'autres initiatives ayant pour but d'introduire ou de maintenir des capacités d'opérations internes, tenues en suspens, auront besoin d'être revues. À mesure que le nouvel équipement est mis en service, les pressions sur le personnel continueront et il faudra répondre aux besoins de soutien et de formation. Pour finir, les exigences du mandat de commande du gouvernement, d'augmenter la présence militaire dans le Nord du Canada, encourrent des dépenses supplémentaires sur un horizon temporel prolongé, tant pour les acquisitions que pour les opérations.
- Même si le financement de la défense a augmenté de beaucoup, la récupération en capacité militaire a besoin de continuer. Il y a beaucoup d'initiatives identifiées dans la stratégie de défense *Le Canada* d'abord qu'il reste encore à mettre en oeuvre, et l'investissement doit se poursuivre si l'équipement majeur est pour être recapitalisé. Plusieurs parcs atteignent – ou ont atteint – le terme de leur vie utile. Des projets comme le remplacement des navires d'appui et de combat, le chasseur F-35 et les nouveaux véhicules de combat vont tous nécessiter un engagement financier important de la part du gouvernement. Ces investissements continus dans des contingents appropriés de personnel, de l'armée régulière et de la réserve, seront nécessaires pour faire en sorte que les Forces canadiennes soient prêtes à jouer leur rôle, avec la formation nécessaire pour faire fonctionner et maintenir de nouvelles capacités.
- Pendant tout ce temps il sera important pour le gouvernement de continuer à dispenser un soutien positif aux Forces canadiennes en maintenant une croissance adéquate dans le budget de la défense. Sans cet appui, les capacités peuvent s'atrophier ou disparaître complètement. Les capacités accrues – durement gagnés par de nombreuses années en Afghanistan – vont devoir être maintenues si on veut qu'elles soient prêtes pour des déploiements dont l'avenir décidera.

## *Les messages*

- L'appui accordé par le gouvernement au financement des Forces canadiennes pendant plusieurs années passées a été très positif. Le renouvellement des capacités va bien.
- Un retrait partiel de l'Afghanistan en 2011 présente au gouvernement une occasion de s'attaquer à d'autres importantes priorités de défense – continuation de l'investissement en capital, remise en état de l'équipement, focalisation accrue sur les nécessités internes et ainsi de suite – au sein du budget de défense actuel et projeté.
- Même si le budget de 2010 a apporté des réductions à la croissance du financement de la Défense, les budgets futurs devront soutenir le financement planifié si les priorités de la stratégie de défense *Le Canada d'abord* doivent être respectées. Le gouvernement doit rester engagé au maintien d'une force militaire forte et capable.
- Toute pause dans le tempo opérationnel peut permettre un déplacement de l'attention et permettre qu'on s'attaque à d'autres programmes et initiatives de défense nationale présentement en suspens; il ne signale pas une diminution de l'exigence de continuité du financement de la défense.